

Déclaration de politique générale du Premier ministre Jean CASTEX

Assemblée nationale - Mercredi 15 juillet 2020

Le Premier ministre a prononcé devant l'Assemblée nationale sa déclaration de politique générale. Après les débats, les parlementaires accordent au Gouvernement de Jean CASTEX leur confiance **par 345 voix pour et 177 contre** (43 abstentions). En 2019, Edouard PHILIPPE avait obtenu la confiance avec 363 votes pour et 163 contre (45 abstentions).

Cette déclaration intervient au lendemain de l'interview du président de la République dans laquelle ce dernier est notamment revenu sur :

- Un changement de méthode avec le nouveau Premier ministre notamment concernant la concertation ;
- Les priorités de la relance économique
 - Sur la jeunesse : exonération de charges pour les jeunes et la création de 300 000 contrats d'insertion ;
 - Sur la rénovation thermique ;
 - Sur le redéveloppement du fret ferroviaire, des petites lignes et des trains de nuit ;
 - Sur le développement de la filière hydrogène ;
 - Sur le refus de l'augmentation des impôts pour financer la relance.
- La reprise de la réforme des retraites en distinguant la réforme systémique et paramétrique ;
- L'inscription des enjeux environnementaux dans la constitution par référendum ou en réunissant le Congrès ;
- La mise en place d'une dose de proportionnelle ;

Dans sa déclaration de politique générale, le Premier Ministre a précisé :

L'allocution des 100 milliards d'euros du plan de relance :

- 40 milliards pour l'industrie ;
- 20 milliards pour la transition écologique ;
- 8 milliards pour l'activité partielle en 2021 ;
- 6 milliards d'investissement dans le système de santé ;
- 1,5 milliards pour la formation.

Le Premier Ministre a également rappelé que la loi de programmation de la recherche prévoit 25 milliards d'Euros sur 10 ans pour la recherche

Le calendrier législatif :

- Projet de loi de réforme du CESE en chambre de la participation citoyenne déposé le 7 juillet 2020 sur le bureau de l'Assemblée Nationale ;
- Projet de loi de programmation pluriannuelle pour la recherche présenté le 22 juillet 2020 en Conseil des Ministres ;
- Projet de loi organique sur les expérimentations transmis au Conseil d'Etat en juillet 2020 ;
- Projet de loi de relance économique attendu fin août/début septembre ;
- Projet de loi portant les mesures de la convention citoyenne sur le climat concerté « à l'automne » ;
- Les évolutions fiscales et sociales seront portées dans le cadre des débats budgétaires de l'automne PLF / PLFSS ;
- Projet de loi contre les séparatismes prévu à la rentrée.

Les autres textes en préparation :

- Un projet de loi sur l'autonomie doit également être examiné en 2021 pour être opérationnel avant la fin du mandat d'après le Ministre de la Santé
- Un projet de réforme constitutionnelle pour inscription de l'environnement à l'article 1 de la Constitution est également prévu pour validation par référendum ou via le Congrès avant fin 2021

contrat
milliards
confiance
écouter reconcilier
jeunes territoires
emplois croissance
dialogue
écologie

Analyse des votes

La synthèse du scrutin laisse entrevoir que l'Assemblée nationale apporte largement son soutien à la déclaration de politique générale du Premier ministre avec :

	Jean CASTEX (2020)	Edouard PHILIPPE (2019)	Edouard PHILIPPE (2017)
Nombre de votants	565	573	566
Nombre de suffrages exprimés	522	526	437
Pour l'adoption	345	363	370
Contre	177	163	67

Le groupe de La République en Marche accorde sa confiance au Gouvernement par **274 voix sur 280**. A noter que le différentiel correspond à une abstention d'Olivier SERVA (REM Guadeloupe). Richard FERRAND (REM Finistère), président de la chambre basse a suivi la règle d'usage selon laquelle le président de l'institution ne participe pas aux votes. Pour finir, deux nouveaux membres du gouvernement et anciennes parlementaires, Barbara POMPILI et Brigitte BOURGUIGNON, n'ont pas encore été remplacé ce qui explique leur absence de vote.

Le groupe Les Républicains a dans sa grande majorité choisit de voter **contre** par **90 voix sur 104**. A noter que 13 d'entre eux ont fait le choix de l'abstention notamment Emilie BONNIVARD (Savoie), Gilles CARREZ (Val-de-Marne), Constance LE GRIP (Hauts-de-Seine), Véronique LOUWAGIE (Orne) ou encore Robin REDA (Essonne). Seul membre du groupe accordant sa confiance au gouvernement, Guillaume LARRIVE (Yonne) se distingue.

Le groupe Mouvement Démocrate et apparentés accorde très largement sa confiance au Gouvernement **puisque 44 membres sur 46** votent pour la déclaration. Seuls les députés Justine BENIN (Guadeloupe) et Max MATHIASIN (Guadeloupe) font le choix de s'abstenir.

Le groupe Socialistes et apparentés a voté contre la déclaration à l'unanimité de ses membres.

Le groupe UDI, Agir et Indépendant s'est partagé entre les trois options de vote possibles avec **11 voix sur 19 pour l'abstention**, dont notamment Guy BRICOUT (Nord), Stéphane DEMILLY (Somme), Jean-Christophe LAGARDE (Seine-Saint-Denis) président du groupe, Christophe NAEGELEN (Vosges) ou encore Michel ZUMKELLER (Territoire de Belfort). 6 membres du groupe ont fait le choix de voter pour, dont Sophie AUCONIE (Indre-et-Loire), Thierry BENOIT (Ille-et-Vilaine) et Jean-Luc WARSMANN (Ardennes). Pascal BRINDEAU (Loir-et-Cher) est le seul membre du groupe qui fait le choix de matérialiser son opposition par un vote contre.

Le groupe Liberté et Territoires s'est, à la majorité absolue de ses membres (**10 sur 18**), **opposé** à la déclaration du gouvernement alors que 7 membres se sont abstenus, dont Jean-Félix ACQUAVIVA (LT Haute-Corse), Michel CASTELLANI (LT Haute-Corse), Philippe VIGIER (Eure-et-Loir) président du groupe et François PUPPONI (LT Val-d'Oise).

Le groupe de La France insoumise s'est opposé à la déclaration gouvernementale à l'unanimité de ses membres.

Le groupe Ecologique Démocratie et Solidarité a majoritairement voté contre (11 sur 17) notamment Emilie CARIOU (EDS Meuse), Guillaume CHICHE (EDS Deux-Sèvres), Paule FORTEZA (EDS Hors-de-France), Matthieu ORPHELIN (EDS Maine-et-Loire) et Aurélien TACHE (EDS Val-d'Oise). 4 membres font le choix de l'abstention dont Cédric VILLANI (EDS Essonne) et 2 votent la confiance au Gouvernement, Sabine THILLAYE (EDS Indre-et-Loire) et Frédérique TUFFNELL (EDS Charente-Maritime).

Le groupe Agir Ensemble a voté la confiance au gouvernement à l'unanimité de ses membres.

Le groupe de la Gauche démocrate et républicaine s'est très majoritairement opposé au gouvernement (12 sur 15 membres), sauf Manuëla KECLARD-MONDESIR (GDR Martinique), Gabriel SERVILLE (GDR Guyane) et Jean-Philippe NILOR (GDR Martinique) qui se sont abstenus.

Les non-inscrits ont largement refusé la confiance au Gouvernement en votant contre (8 sur 12), dont notamment les membres du Rassemblement National. 2 députés non-inscrit font le choix de l'abstention comme Marie-France LORHO (NI Vaucluse) et Emmanuelle MENARD (NI Hérault). L'ancien député REM, Joachim SON-FORGET (NI Hors-de-France) accorde sa confiance au nouveau Gouvernement.

La déclaration de politique générale de Jean CASTEX, Premier ministre

- Retour sur la situation suite la crise sanitaire avec une pensée particulière pour les Français décédés et aux hommes et des femmes mobilisés durant cette période
- Nécessité de mettre en avant la prévention comme le **port du masque** et le **dépistage** en évitant le confinement généralisé qui a un **coût humain et économique** important
- Hommage à Edouard PHILLIPE, son gouvernement et son action :
 - Baisse du chômage
 - Augmentation du pouvoir d'achat
 - Attractivité du pays
- Constat sur le fait que la crise sanitaire va laisser place à une crise économique sans précédent
- La crise comme révélateur des faiblesses avec :
 - Un niveau de **dépendance déraisonnable**
 - Un **accroissement de la fracture sociale**

Sur l'efficacité de l'action publique et la méthode

- Retour de la confiance avec la nécessité de réconcilier les Français avec les élites, l'Etat et les corps intermédiaires alors que la crise a mis en lumière des défaillances
- Lutte contre le communautarisme et la violence des réseaux sociaux
- Priorité sur la **vie quotidienne des Français**
- Nécessité **d'appliquer rapidement les lois votées** dans une rénovation du cadre de l'action publique
- Mettre en avant les nouvelles participations citoyennes avec la **convention citoyenne sur le climat** et la **transformation du CESE** en chambre de la participation citoyenne
- Renouer avec l'importance du dialogue social pour renouveler la manière de gouverner
- Une **rencontre vendredi avec les partenaires sociaux** sur l'ensemble des sujets en cours notamment sur le plan de relance
- Nécessité de **faire confiance aux territoires** avec en ligne de mire la liberté des territoires pour faire émerger l'intelligence collective :
 - Consécration du droit à la différenciation
 - Nouvelle étape de la décentralisation
 - Importance du couple maire-préfet de département
- Les futures créations de poste dans l'administration seront **dans les services départementaux de l'Etat**
- Animation d'une vision sur le long terme grâce à un **Commissariat Général au Plan**

Sur le plan de relance

- **Loi de programmation pluriannuelle de la recherche** présentée en conseil des ministres la semaine prochaine pour un investissement massif de 25Md € dans la recherche publique française pour les 10 prochaines années
- Priorité absolue sur le maintien de l'emploi et la lutte contre le chômage avec une attention particulière sur les jeunes
 - Soutien à l'apprentissage
 - Plan pour la jeunesse en discussion avec les partenaires sociaux
 - Réduction du coût du train pour les jeunes de moins de 25 ans pour au moins 1 an
 - Lutter contre les décrocheurs grâce aux 300 000 contrats d'insertion
 - 100 000 nouvelles places dans le service civique
 - Aide aux étudiants modestes avec le repas à 1 € pour les étudiants boursiers
- Nécessité d'une croissance plus robuste, solidaire et écologique
 - 100 Md € pour la rentrée
 - Sur tous les secteurs économiques

- Dispositif d'activité partielle avec 8Md € l'année prochaine pour les entreprises avec une baisse de chiffre d'affaire durable
- Le développement des compétences avec la formation, un investissement supplémentaire de 1,5Md € et un appel à l'abondement des Régions
- Abondement du compte personnel de formation pour les personnes qui s'orienteront vers des secteurs en tension
- **Aménagement de la réforme de l'assurance chômage** dans le cadre de la négociation avec les partenaires sociaux
- Mobilisation totale de l'Etat pour venir en aide aux entreprises notamment dans les **filières stratégiques comme l'automobile et l'aéronautique**
- Problématique industrielle avec une trop grande dépendance et des rachats de groupes français par le passé. Le gouvernement investira **40Md € pour réduire les impôts sur la production**, le développement des technologies dans les territoires et la numérisation des entreprises
- Au niveau européen, recherche d'un **consensus sur l'adaptation des règles de la concurrence**
- Aides aux collectivités sur les projets de développement durable notamment :
 - Le **réseau d'eau et assainissement**
 - Le très haut débit
 - La sauvegarde des petites lignes
 - La **rénovation urbaine** pour les quartiers prioritaires de la ville
 - L'agenda rural avec le programme « petite ville de demain »
- Nécessité de trouver la voie de la croissance écologique et non celle de la décroissance
- Présentation d'un texte issu des propositions de la convention citoyenne à l'automne avec une association de l'administration, les partenaires sociaux et les groupes parlementaires
- Plus de 20Md € seront mobilisé pour :
 - La **rénovation thermique**
 - La **baisse énergétique de l'industrie**
 - La réduction des émissions dans les transports
 - Une **alimentation plus locale et durable**
- Nécessité de concilier pouvoir d'achat et transition écologique à travers le refus de changer brutalement le mode de consommation ou de déplacement des citoyens
- **Moratoire sur l'installation de nouveaux centres commerciaux** dans les zones périphériques pour éviter l'artificialisation des sols
- Encadrement des publicités pour **limiter la surconsommation des produits polluants**
- Les territoires devront se doter de **contrats de relance et de développement écologiques** avec des plans d'action concrets, chiffrés, mesurables
- Le contenu du plan de relance sera concerté avec les partenaires sociaux et les collectivités locales notamment d'Outre-mer
- Le gouvernement demande aux groupes parlementaires de faire des propositions
- Dans la mise en œuvre de la relance, le Parlement aura un **point détaillé sur les étapes de la relance tous les deux mois**
- Les entreprises qui bénéficieront des aides seront invitées à la « **stricte modération dans la distribution des dividendes** »

Sur l'agenda social / solidarités

- Volonté de **relancer la participation et l'intéressement** avec les partenaires sociaux
- Refus de l'austérité budgétaire en temps de crise. Nécessaire sérieux budgétaire sur les dépenses de fonctionnement mais pas sur l'investissement massif pour la relance

- Rappel des aides durant le confinement pour les personnes modestes, à venir :
 - Allocation de rentrée scolaire remontée
 - Plan de pauvreté amplifié si nécessaire
- Rappel de l'investissement inédit du Ségur de la santé avec 8Md €
 - 13Md € de reprise de la dette hospitalière
 - 6Md € d'investissement dans le système de santé
 - Allègement des charges administratives pour faciliter l'installation des médecins dans les zones rurales
- Retraite :
 - Concertation pour améliorer le contenu de la réforme notamment sur le volet paramétrique
 - Fin des régimes spéciaux
- Création du 5^{ème} risque pour la dépendance avant la fin du quinquennat
- Maintien des comptes sociaux :
 - Une dette Covid-19
 - Un nécessaire retour à l'équilibre du déficit
 - Discussion avec les partenaires sociaux à venir
- Refus de demander un effort fiscal supplémentaires aux Français

Sur la sécurité intérieure et extérieure

- Nécessaire lutte contre l'islamisme radical avec un projet de loi contre le séparatisme qui sera présenté à la rentrée
- Hommage aux forces intérieures et forces armées
- Augmentation du nombre des juges de proximité pour lutter contre les incivilités quotidiennes